

# Ancrer les HEP dans le paysage suisse des hautes écoles

La Conférence des rectrices et recteurs des hautes écoles pédagogiques (Cohep) salue le projet de loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LAHE). La loi instaure un cadre commun aux hautes écoles et intègre les hautes écoles pédagogiques (HEP) dans le paysage suisse de la formation, ce qui leur accorde une autonomie égale à celle des universités, des EPF et des hautes écoles spécialisées (HES). Bien qu'elle relève aussi un certain nombre d'aspects critiques qui lui paraissent devoir être pris en compte dans la suite des délibérations, la Cohep appuie ce projet de loi, qu'elle considère comme une étape importante pour la formation des enseignants et des enseignantes au niveau des hautes écoles.

La Cohep soutient ce projet de loi essentiellement parce qu'il instaure, autant que possible, des conditions-cadres uniformes pour toutes les hautes écoles en matière de financement, d'assurance de la qualité et d'accréditation; il prévoit, en outre, une collaboration et une coordination transversales par le biais d'organes communs. À l'échelle européenne, il y a déjà longtemps que la formation des enseignants est dispensée au niveau des hautes écoles – le plus souvent au sein des universités. Normaliser toutes les catégories de hautes écoles dans une loi commune, qui intègre, sur un pied d'égalité avec les universités et les HES, des HEP encore jeunes et réglementées jusqu'ici à l'échelon exclusivement cantonal ou intercantonal, constitue un grand progrès aux yeux de la Cohep.

## Une loi ouverte à de futurs développements

Sur le plan disciplinaire comme du point de vue des contenus, les HEP sont plus proches des universités que des HES, sans qu'il y ait là une quelconque volonté de distanciation. La formation du corps enseignant constitue actuellement, pour elles, l'occasion d'entretenir une étroite collaboration scientifique et didactique avec les universités, y compris précisément dans le domaine de la recherche. Il existe donc des points de convergence et de recoupement dans les activités des hautes écoles. La Cohep se félicite de ce que leurs diverses catégories ne fassent pas l'objet dans la loi d'une définition typologique qui aurait quasiment pour effet de les figer. La loi reste ainsi ouverte, offrant aux hautes écoles des possibilités de développement pour faire face à l'évolution de la société.



**P. Willi Stadelmann**  
Président de la Conférence suisse des rectrices et recteurs des hautes écoles pédagogiques (COHEP)

## La qualité, un objectif suprême

La Cohep accueille positivement le fait que la loi fixe pour les HEP les mêmes conditions d'admission que pour les universités (en principe une maturité gymnasiale), et qu'elle précise que celles-ci doivent aussi se soumettre à l'avenir à une accréditation institutionnelle. Pour la Cohep, il est important de savoir que les mêmes exigences de qualité s'appliquent aux HEP, aux universités/EPF et aux HES.

## Aspects critiques du projet

La Cohep salue également l'accès aux contributions liées à des projets (art. 47, al. 2). Sur ce point, elle déplore toutefois la restriction formulée par le message fédéral, selon laquelle «les contributions pour les hautes écoles pédagogiques restent limitées à des projets transversaux avec des hautes écoles universitaires ou spécialisées». Cette restriction pourrait compromettre le développement de projets taillés sur mesure pour la formation des enseignants et compliquer les efforts d'amélioration qualitative. Pour assurer le haut niveau d'excellence des écoles en Suisse, la bonne formation des enseignants est tellement essentielle qu'on ne devrait pas exclure de la loi le financement de projets destinés spécifiquement aux HEP.

La Cohep regrette que la loi ne prévoit que deux représentants de la Conférence des recteurs, et non trois, à la Conférence suisse des hautes écoles (art. 13d: président et vice-président). Si elle disposait de trois sièges à voix consultative, les requêtes de chacune des trois catégories de hautes écoles pourraient se faire entendre directement à la Conférence des hautes écoles.

La Cohep apprécie le fait qu'aussi bien le projet de convention de coopération (art. 10, al. 3) que le message prévoient la possibilité pour la Conférence des recteurs de constituer des chambres. Elle regrette, toutefois, que l'art. 20 du projet de loi ne parle pas de la formation de trois chambres pour les universités/EPF, les HES et les HEP.